



[Abonnez-vous](#) au bulletin d'information de l'ISP, [consultez-le en ligne](#) ou [téléchargez le PDF](#)

Nouveau numéro de l'ISP sur la privatisation : 1^{er} mars 2017



Les syndicats et les militants de divers pays accusent le programme PPP de la Banque Mondiale d'encourager un dangereux endettement occulte. Le [boycott de la consultation organisée sur les partenariats public-privé \(PPP\) par la Banque Mondiale](#) a été lancé après plusieurs appels qui lui ont été adressés pour qu'elle arrête de promouvoir le financement occulte des PPP, mais qu'elle a ignorés.

Plus de 75 syndicats, dont certains membres de l'ISP, et des ONG des quatre continents ont [signé une lettre adressée à la Banque Mondiale](#) pour lui expliquer les raisons de leur boycott et l'enjoindre à changer de comportement.



L'immense carnage qui s'est déroulé dans une prison du nord du Brésil au début de l'année a prouvé qu'une gestion pénitentiaire assurée par des compagnies privées [contribue à la détérioration des prisons](#).

Le massacre de 56 personnes au centre pénitentiaire d'Anísio Jobim (Compaj) de Manaus au Brésil, provoqué par un conflit entre deux gangs criminels, [aurait pu être évité si les signaux avant-coureurs avaient été pris au sérieux](#).

D'après les experts pénitentiaires, la question ne tourne pas autour des performances de la société choisie, ni des mauvaises conditions qui règnent dans une prison dont la gestion a été externalisée. Il s'agit plutôt des conséquences négatives qu'a une politique de privatisation des prisons.

Afrique & pays arabes

Neil Cuthbert et Udayan Mukherjee, avocats de la société Denton, nous livre une analyse du [cadre légal des « partenariats public-privé » en Ouganda, en Tanzanie, au Kenya et au Nigéria](#). Voici ce qu'ils écrivent concernant la situation au Nigéria : « l'instabilité politique qu'entraînent des changements fréquents de gouvernement et des responsables ministériels, associée à l'excès d'enthousiasme dans l'adoption de PPP au détriment de la compréhension de certains domaines, tels que la répartition des risques, expliquent qu'un certain scepticisme accompagne les PPP. »

Afrique du sud : Un citoyen demande à ce que l'Afrique du Sud [s'attaque aux vrais problèmes plutôt que de verser dans le dénigrement personnel concernant les élections à venir](#)— notamment qu'il s'attaque à "**la privatisation des rivières, des barrages et d'autres ressources hydriques, des routes à péage, mais aussi à la privatisation des autoroutes, débouchant sur des profits qui ne sont pas versés aux autorités de l'urbanisme mais viennent remplir les coffres des investisseurs privés.** (...) C'est ce qui arrive quand les politiques n'agissent pas pour le bien de leur électorat mais dans l'intérêt des multinationales. Les ressources, les droits d'exploitation minière et la production d'OGM ont été **mis entre les mains de tiers dans une course effrénée à la privatisation.** Les retombées économiques sont à sens unique, en direction des comptes offshore où ils ne sont soumis à aucun impôt. »

Côte d'Ivoire : [Les agents de la fonction publique en grève](#) exigent le paiement des arriérés de salaires qui datent de 2007, **dénoncent la privatisation du système scolaire** et veulent obtenir le droit de former des syndicats, ce que leur refuse le gouvernement.

Égypte : Youssef El-Gingihy, auteur de *How to Dismantle the NHS in 10 Easy Steps*, voit [la pression sociale augmenter en Égypte sous l'effet des politiques néolibérales](#). « La conférence de Sharm el-Sheikh [de 2015] est elle-même emblématique de cette poursuite ininterrompue du néolibéralisme dans l'Égypte de l'après 2011. Les plans de sauvetage du Fonds Monétaire International (FMI) sont, comme d'habitude, assortis de conditions. **Un plan massif de privatisation est en cours, que les avantages fiscaux et les mesures de dérégulation rendent attractifs aux yeux des investisseurs.** La conférence est marquée par une forte représentation des pays occidentaux et des alliés du Golfe, inquiets à l'idée que leurs intérêts puissent être menacés. Elle est le résultat de « Global PR » et de sociétés de consultants. Tony Blair — qui a conseillé le Président Sisi — a été l'intervenant principal tandis que Lazard — consultant financier — a guidé Sisi dans sa politique économique. »

Ghana : Boakye Agyarko, le Ministre désigné à l'Énergie, indique que les salariés de l'Electricity Company of Ghana [n'ont pas été consultés ni impliqués correctement dans la mise en concession américaine de la société](#). « Le personnel syndiqué d'ECG s'est opposé à la mise en concession d'ECG, précisant **qu'il s'agissait d'une tentative du gouvernement de confier le groupe à une société étrangère, ajoutant que ce qui avait lieu n'était ni plus ni moins qu'une privatisation déguisée d'ECG.** Ghana a signé le plan « Power Compact » avec les États-Unis d'Amérique par l'intermédiaire de l'agence gouvernementale américaine indépendante Millenium Challenge Corporation (MCC), en marge du Sommet États-Unis-Afrique du 5 août 2014 à Washington. »

Kenya : [Le Parlement renonce à ses propres pouvoirs pour superviser les accords de privatisation et s'en remet entièrement au Cabinet](#). « Au cours des débats, les députés des deux coalitions Jubilee et CORD ont accusé le gouvernement de **conspiration destinée à diluer leur responsabilité dans la privatisation.** »

Nigéria : [Après trois années de privatisation, le « secteur de l'énergie est encore totalement désorganisé](#). Lorsque la distribution et la génération d'énergie ont été confiés en 2013 à des opérateurs privés à l'occasion d'une élégante cérémonie, on espérait voir diminuer progressivement les pannes et coupures d'électricité quotidiennes pour les voir disparaître totalement. Mais il apparaît aujourd'hui que ces espoirs étaient largement infondés. **À l'heure actuelle, les consommateurs payent plus cher pour recevoir moins de courant, alors même que le taux de change et la structure tarifaire rendent les générateurs et le diesel inaccessibles.** On continue donc de s'interroger : comment une économie peut-elle sortir de la récession sans électricité pour alimenter ses industries de base et les opérations domestiques à un coût raisonnable ?

Nigéria : [Les inquiétudes liées à la privatisation naissent d'un changement majeur à la tête de la Transmission Company of Nigeria \(TCN\)](#). Bien que le ministre de l'Énergie, des Travaux et du Logement, M. Babatunde Fashola, ait indiqué que la nomination d'un officiel de la Banque africaine de développement, Usman Gur Mohammed, au poste de Directeur du management de TCN sert les objectifs d'efficacité et de réforme, les salariés de la compagnie, guidés par les deux organisations syndicales — **NUEE (National Union of Electricity Employees) et SSAEAC (Senior Staff Association of Electricity and Allied Companies)** — continuent de protester contre cette nomination. Ils affirment que M. Mohammed a intégré la TCN pour aider le gouvernement à peaufiner son plan de privatisation de la compagnie.

Nigéria : La **Plateforme pour la justice fiscale et la gouvernance (Tax Justice and Governance Platform - TJ&GP)** a dénoncé les manœuvres gouvernementales destinées à accorder davantage d'exonération fiscale aux investisseurs dans le secteur de l'énergie, « indiquant que cela reviendrait à léser à la fois le gouvernement et le public. (...) L'exonération fiscale proposée n'a pas pour ambition de rendre l'électricité accessible aux Nigériens mais [de servir l'intérêt des élites à qui bénéficie cette mascarade, qui n'est rien d'autre qu'une privatisation du secteur de l'énergie](#) », a précisé le comité de pilotage de la plateforme dans une déclaration.

Nigéria : [Lagos prévoit de privatiser la gestion des déchets](#). Le directeur de la LAWMA (agence de traitement de déchets de Lagos), M. Olumuyiwa Adejokun, indique que le gouvernement ne dispose plus des moyens suffisants pour gérer les déchets générés par les résidents, que cette gestion coûte des milliards de nairas et que l'administration en place n'avait plus les fonds pour prendre en charge les déchets.

Nigéria : Le ministre du Budget et de la planification nationale, le sénateur Udo Udoma, indique qu'un [nouveau train de privatisation est en marche](#) et qu'il le détaillera dans l'annonce de son budget en février. Il a dit que « le gouvernement prévoit de privatiser certains avoirs nationaux », sans préciser lesquels.

Ouganda : Mark Keith Muhumuza et Jonathan Adengo sont revenus sur [l'amère expérience faite par l'Ouganda en matière de privatisation](#) et notamment sur le **rôle qu'a joué le FMI pour imposer la privatisation même lorsque les performances du secteur public connaissent une amélioration**. « La privatisation de l'UCB (Banque commerciale ougandaise) est de ces problèmes qui continuent de hanter M. Ezra Suruma, l'ancien Ministre ougandais des finances et directeur de l'UCB. Dans son livre *Advancing The Ugandan Economy: A Personal Account*, il se lamente sur la façon dont le Fond Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale, en partie, ont imposé de force la vente de l'UCB à un moment où il en avait fait une entité rentable. (...) **Le président Museveni s'est repenché sur les politiques de privatisation qu'il a été forcé d'adopter et les regrette en partie, ayant été malavisé par des conseillers liés aux institutions de Bretton Woods**. Il a notamment l'impression d'avoir été induit en erreur en vendant l'UCB car on l'a amené à croire que la privatisation permettrait d'abaisser les taux d'intérêt et d'étendre les services bancaires.

Togo : Le FMI et le Togo sont parvenus à un accord préalable sur un programme économique [mais celui-ci s'attire des critiques, accusé de promouvoir la privatisation des services publics](#). « Pourtant le coût social de ces réformes s'annonce probablement lourd pour les Togolais qui peinent encore à se remettre des crises sociales passées. Le FMI recommande par exemple de réduire les dépenses en capital, tout en maintenant un certain rythme d'investissement en infrastructures **par le biais de partenariats public-privé. Étant donné la faible capacité d'investissement du secteur privé local, il est probable que cela conduise à la privatisation de services publics à l'avantage de sociétés étrangères**. Ce programme passera devant le comité du FMI en vue de son approbation en avril.

Tunisie : Alors que la confédération syndicale UGTT tient son 23^{ème} congrès - le deuxième depuis la chute de la dictature - [la Secrétaire générale Rosa Pavanelli déclare](#) « qu'il est essentiel de lutter pour la justice fiscale et **contre la privatisation des services publics, les partenariats public-privé et les accords de libre échange qui perpétuent le système d'économie coloniale**, afin de garantir la cohésion sociale et la justice qui sont nécessaires à l'amélioration des conditions de vie de la majorité des gens à travers le monde. Pour résumer, seule la solidarité entre travailleurs organisés en syndicats démocratiques, indépendants et autonomes permet d'affronter les ennemis puissants qui veulent nous dépouiller de notre dignité. »

L'UGTT « travaille actuellement [pour transcrire législativement les principes entérinés dans la constitution de 2014 et nous apportons notre pierre à l'édifice pour l'ensemble des lois en préparation](#), dans les domaines de l'économie, de la fiscalité et de l'éducation, » a indiqué Anouar Ben Gueddour, membre du bureau exécutif et secrétaire général adjoint chargé des études.

L'UGTT intensifie sa lutte contre les privatisations imposées par le FMI, ce qui est susceptible de créer un conflit avec le gouvernement actuel. Le programme du FMI cible en particulier l'accès à l'eau, l'assainissement et le système bancaire.

Moyen-Orient

Control Risks, une société de conseil en analyse des risques déclare « [qu'une vague de privatisation déferlant en 2017 sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord](#), dont l'**Algérie, l'Égypte, le Pakistan et l'Arabie Saoudite**, fera office de chant des sirènes aux oreilles des investisseurs du monde entier. Au moment où les sociétés étrangères s'appêtent à répondre aux appels d'offre concernant de nouveaux projets et à **s'engager dans les débats publics au sujet des avantages qu'offrent la privatisation**, elles devraient s'intéresser de près à ce que recèlent vraiment ces promesses et de qui elles émanent. »

Asie-Pacifique

Australie : L'Association des services publics (PSA) **dénonce la plus grande privatisation qu'ait jamais connue la Nouvelle-Galles du Sud**, en l'occurrence de ses services en charge du handicap et demande « **êtes-vous les suivants ?** » La PSA a appelé tous les travailleurs handicapés à [faire grève le jour de la St Valentin, le 14 février](#), en précisant que « Le gouvernement de la NGS veut détruire vos emplois en privatisant TOUS les services en charge du handicap en NGS. Ce sera un désastre pour vous et pour des milliers de gens atteints d'un handicap et leur famille. Le gouvernement doit être là pour garantir un filet de sécurité pour les personnes handicapées et [le gouvernement de NGS doit protéger votre salaire et vos conditions de travail](#). »

Environ 1000 travailleurs handicapés ont suivi ce jour de grève et plus de 500 ont se sont réunis à Sydney avant de marcher pour rallier le Parlement de l'état. La PSA « collabore avec des représentants de l'ADHC pour lutter contre **cette opération de transfert injuste et inéquitable, ainsi que contre les protections quasiment nulles imposées de force à nos membres**. Nous devons continuer à nous battre pour protéger nos emplois, nos salaires, nos conditions de travail et instaurer un filet de sécurité gouvernemental pour les personnes handicapées. **Nous sommes convaincus que la privatisation de tous les services d'aide aux handicapés réduira la qualité et la disponibilité des soins, tout en faisant augmenter le coût pour les personnes en hébergement accompagné**. Il est impératif que le gouvernement reste le prestataire des services d'aide aux handicapés pour garantir que personne ne soit laissé de côté, sans les soins dont il a besoin.

Australie : [Démission du premier ministre de la Nouvelle-Galles du Sud, Mike Baird](#). Le Secrétaire général de l'Association des services publics, Stewart Little, a déclaré : « **La campagne massive de privatisation menée par Mike Baird est la marque de fabrique de son mandat, mais il a désormais quitté le navire en plein milieu d'une traversée entachée d'irrégularités, laissant des millions de personnes dans une situation périlleuse**. La privatisation du bureau d'enregistrement des titres fonciers a été universellement condamnée et aura un impact dramatique sur l'économie dans son ensemble, alors que M. Baird se targue des améliorations budgétaires soi-disant obtenues par son gouvernement. La vente des services d'aide aux handicapés a déjà précipité dans le vide d'innombrables travailleurs et clients. Que leur réserve désormais l'avenir ? Il en va de même pour le logement, les prisons et les services à la collectivité. Mike Baird entrera dans l'histoire comme le « premier ministre déconnecté de la réalité » qui pensait que les lois sur la fermeture des bars importait plus que la qualité des services d'aide aux personnes handicapées, que les propriétaires fonciers de NGS et que la protection infantile. »

[Trish Doyle, députée de la région des Montagnes Bleues, indique](#), « Je suis déçue, mais je ne suis pas surprise par le fait que Mike Baird démissionne. En tant que premier ministre, il a essayé de privatiser tous les avoirs publics et les agences gouvernementales, il n'a pas réussi à financer nos hôpitaux, il a négligé les écoles publiques de tout l'état, a décimé les TAFE, a fermé les refuges pour les femmes. La liste de ses manquements et échecs est interminable. »

Australie : Un groupe de résidents concerné [a formé un groupe de travail dont l'objectif est de recueillir des informations sur le projet de privatisation du Bowral and District Hospital](#). « Disposer de premières ébauches et **ne dépendre quasiment que de discussions de groupe ne suffit pas à constituer une véritable consultation publique**. Cette présentation rapide par le gouvernement et les autorités locales de santé publique est peut-être une nouvelle méthode pour nous contrôler. Voici qui

nous donne avant-goût fait de poudre de perlimpinpin et de désinformation (parce qu'il n'y a rien à montrer ni à dire à ce stade), ce qui nous laissera le temps, les mois passant - d'ici avril ou mai 2017, de devenir indifférents au sujet et d'y perdre tout intérêt. **Attention danger, lorsque le gouvernement commence à jouer avec nos soins de santé !** »

Australie : [Le système fédéral de recouvrement de créances, Centrelink, qui a été privatisé, est à l'origine de problèmes importants pour les résidents.](#) « La députée de Bendigo, Lisa Chesters, demande au gouvernement fédéral de suspendre entièrement le fonctionnement du système de recouvrement automatisé Centrelink jusqu'à ce que le retard d'étude des dossiers ait été comblé. »

Inde : Des défenseurs du système de santé publique [demandent au gouvernement du Rajasthan de recentrer sa priorité budgétaire en fonction des avantages sanitaires plutôt que de la privatisation.](#) **Narendra Gupta, responsable du JSA, a indiqué que le gouvernement fédéral recourt à la privatisation des établissements de santé publique et de l'assurance-maladie au détriment d'autres programmes en matière de santé.** « [Le gouvernement encourage la privatisation des services de santé primaires.](#) Il a déjà lancé des appels d'offre pour céder 213 établissements de soins primaires à des agences privées qui fonctionneront selon un partenariat public-privé » a indiqué le JSA. Ce dernier affirme que cette évolution **a déjà complètement anéanti deux des principaux régimes de santé de l'état,** Mukhyamantri Nishulk Dawa Yojana (MNDY) et Mukhyamantri Nishulk Jaanch Yojana (MNJY), **qui se débattent seuls dans leurs difficultés en raison d'une négligence délibérée du gouvernement.** »

Inde : Les travailleurs du secteur de la santé de Gurgaon [ont rejoint un mouvement national de grève](#) pour exiger une augmentation de salaire et d'autres avantages. « Dans leur memorandum, les travailleurs ont demandé que le budget alloué aux employés des Anganwadi soit augmenté de 36 000 crores, qu'il n'y ait pas de privatisation du secteur, qu'on accorde un statut permanent de grade 3 ou 4 pour les employés du gouvernement, avec un salaire minimum de 18 000 roupies par an, un congé maternité indemnisé d'au moins 180 jours et toutes sortes d'avantages tels que la gratification et la retraite. Nous avons exigé d'être payés à l'égal des personnels permanents. Mais nos demandes sont toujours restées sans réponse. »

Inde : Le Brihanmumbai Electric Supply & Transport Undertaking (BEST) a **« mis de côté une proposition du gouvernement qui visait à externaliser la distribution des factures d'électricité et des notifications de coupure d'approvisionnement pour la confier à un service d'expédition privé.** Quelques salariés ont qualifié ceci de 'privatisation' de la distribution des factures, susceptible d'entraîner la suppression d'une section de collaborateurs BEST. » [The Times of India, 7 février 2017]

Indonésie : [Des syndicats indonésiens ont saisi le Tribunal constitutionnel afin qu'il examine une loi de 2009 sur l'électricité,](#) destinée à promouvoir la privatisation du secteur et l'adoption de règles de marché. Même si le Tribunal se range à l'avis des syndicats, il semble autoriser la participation du secteur privé à certaines conditions. L'ISP va également aider les syndicats indonésiens à envisager les implications des décisions du tribunal sur d'autres services publics dans le pays, en particulier pour l'eau, afin que tous les syndicats représentés dans les services publics puissent défendre un accès universel à des services publics de qualité.

Indonésie : Takehiko Nakao, président de l'Asian Development Bank (ADB) [a déclaré que](#) «, dans le domaine urbain, l'ADB apportera son soutien à des programmes d'assainissement communal. L'ADB soutiendra aussi l'investissement privé dans les infrastructures, **y compris en intensifiant sa politique, le cadre institutionnel et la préparation de projets de partenariats public-privé (PPP).** »

Japon : [Le gouvernement se prépare à vendre un nouveau lot d'actions dans la poste japonaise.](#) « Le plan initial de Koizumi prévoyait de vendre l'intégralité de la Poste japonaise en deux lots d'ici la fin septembre 2017. »

Nouvelle-Zélande : [Double the Quota](#) exhorte les électeurs qui souhaitent réagir à l'interdiction des Musulmans à [mettre la pression sur les élus pour qu'ils agissent.](#) « Moins d'un an après, Dunedin a accueilli la première famille de Syriens, population encore modeste mais en augmentation. **Demandez aux députés locaux de vous promettre leur soutien et de**

protéger les réfugiés - c'est une année électorale après tout, ils ne pourront faire autrement que d'aider. Un plan de parrainage communautaire sera lancé à titre d'essai à la fin de l'année avec 25 places, inspiré d'un modèle canadien. Ce nombre devra augmenter rapidement et doit, comme dans l'approche canadienne, **s'accompagner d'un quota équitable et non s'apparenter à une privatisation de la protection des réfugiés selon le principe utilisateur-payeur.** »

Nouvelle-Zélande : Le doute persiste concernant l'empressement du Waipa Council à installer des compteurs d'eau en lien avec la volonté de privatiser les services d'eau. « Je crains que plus aucun doute ne subsiste sur le désir de privatisation qui justifie cet empressement à installer des compteurs d'eau. **Le gouvernement actuel croit intimement en la privatisation et s'intéresse au secteur de l'eau depuis un moment déjà.** Étant donné la probabilité qu'ils ont de perdre les prochaines élections, ils jettent leur dévolu sur les conseils et conseillers de droite pour poursuivre la privatisation de l'eau.. » [*Waikato Times*, 2 février 2017]

Pakistan : Lal Khan, Secrétaire International de la campagne de défense des syndicats pakistanais, déclare : « [la privatisation des secteurs sociaux tels que la santé, l'éducation, l'eau, l'assainissement ou autres tourmente la vie quotidienne des classes opprimées.](#) Mais des mouvements de grève récents prouvent qu'il est possible d'obtenir des résultats si les travailleurs des différents secteurs unissent leurs forces dans une grève générale massive. »

Pakistan : Les responsables des associations de santé accusent le gouvernement de **détériorer la qualité des soins publics de santé pour servir d'excuse à la privatisation.** Ils affirment que les bureaucrates ont « occupé le ministère de la santé depuis cinq ans, entraînant un effondrement complet des services de santé », ajoutant que [la bureaucratie a essayé de privatiser le secteur de la santé pour masquer son propre échec.](#) Les médecins ont « fustigé la prétendue campagne menée contre eux par la bureaucratie, avançant que celle-ci a mis en œuvre son plan de privatisation du secteur de la santé et que, **pour atteindre cet objectif, elle a déjà séparé le ministère en deux entités** ». Les médecins demandent au gouvernement d'arrêter de se moquer des services de santé en obligeant trois patients à se partager un seul lit dans tous les services d'urgence des hôpitaux publics, et ce afin d'empêcher des incidents tels que la mort de Zohra Bibi au Jinnah Hospital. »

Pakistan : [Le personnel paramédical de Lahore General Hospital ont défilé pour protester contre la privatisation des hôpitaux publics de la province.](#) « Les équipes paramédicales n'ont pas pris leur service dans les services internes et externes du Lahore General Hospital (LGH), ce qui a perturbé l'accès des patients aux services de santé. Les patients qui, pour certains, venaient des zones périurbaines et d'autres districts, ont été extrêmement irrités de cette situation, en particulier dans les services internes. Les médecins et infirmières sont parvenus malgré tout à fournir des traitements aux patients dans le service externe de l'hôpital. Les services d'urgence ont continué de fonctionner normalement puisque le personnel paramédical y a assuré ses missions. **Ils ont exigé du gouvernement qu'il garantisse la construction d'infrastructures dans les hôpitaux publics plutôt que d'externaliser les services sanitaires à des tiers privés. Ils se sont engagés à poursuivre leur protestation et à l'étendre jusqu'à ce que le gouvernement retire sa décision de privatiser les hôpitaux publics de la province.** »

Pakistan-Chine : Le Dr. Aliya H. Khan a déclaré que [le corridor économique Chine-Pakistan \(CECP\) doit s'accompagner d'un effort pour intégrer les femmes dans le marché du travail et garantir leurs droits.](#) « La première chose est que la constitution donne le droit aux travailleurs de se regrouper, ce qui correspond à l'activité syndicale de base. Cela reviendrait à lancer un long débat, mais **avec les années, notamment sous l'effet de la vague de privatisation et de mondialisation, on constate que le Code du travail devient plus favorable aux employeurs qu'aux employés ou travailleurs.** Tout cela se fait au nom de la simplification, la rationalisation et la consolidation des lois sur le travail afin de réduire le coût pour ceux qui font des affaires. (...) Je crois que si nous manquons cette belle occasion d'intégrer les femmes à ce processus économique et ces zones d'exportation, **nous ne tirerons pas pleinement profit des investissements du CECP.** »

Pakistan : [Les artistes Zahra Malkani et Shahana Rajani relient la Partition et la privatisation actuelle dans leurs œuvres.](#) « Ce qui nous intéresse, ce n'est pas juste de considérer la Partition comme un événement majeur de notre histoire, mais plutôt de voir comment il a donné naissance à une pratique durable qui contribue à une dévastation en cours aujourd'hui. **Ces actes d'appropriation et de redéfinition de frontières par la privatisation des terres continuent de générer destruction et aliénation** », a indiqué Shah. « La transformation qu'ont subi l'écologie et la communautés locales à cause de

bâtisseurs influents ayant repris le flambeau et prenant le développement pour prétexte a suscité notre intérêt. Nous y avons travaillé pendant six mois, avec des chercheurs, des artistes, des historiens et des écologistes à nos côtés. Nous avons travaillé consciencieusement pour en partager les fruits avec le public » a-t-elle expliqué.

Pakistan : [Les résidents locaux protestent contre la privatisation de la centrale à charbon Kot Addu Power Company Limited \(Kapco\) « motivés par des préoccupations environnementales.](#) » « L'extension des accords et les problèmes de liquidité atteignent 27 millions de roupies, ce qui apparaît dans les états financiers de Kapco et crée des ralentissements dans sa privatisation, a indiqué le département de la privatisation du Cabinet ministériel chargé de la privatisation (CCoP) dans sa réunion du 27 janvier. Ce frein à la privatisation de Kapco pousse le gouvernement à **rechercher un investisseur capable de s'engager davantage dans les décisions clés liées au projet d'extension de la capacité de production de charbon envisagé par Kapco.** »

Thaïlande : *L'Economist Intelligence Unit* [rapporte](#) que « le chômage reste bas et que l'augmentation du coût de la main d'œuvre a un impact négatif sur les petites et moyennes entreprises. Les conflits restent relativement rares **mais les syndicats s'opposent vigoureusement à toute évolution allant dans le sens de la privatisation.** »

Région Inter-Amérique

Bahamas : [Une coalition de lutte contre la privatisation s'est formée.](#) « La position adoptée par M. Miller, président de la Water & Sewerage Corporation, semble avoir poussé le groupe de M. Demeritte et le syndicat [Water & Sewerage Management Union (WSMU)] à **s'allier et défendre une nouvelle approche d'externalisation/de privatisation des services publics et des ressources naturelles du Bahamas.** »

Brésil : João Doria, le maire de São Paulo, indique au *Wall Street Journal* qu'il a l'intention lever plus de 7 millions de reals (env. 2,2 milliards de \$) d'investissement dans **la plus grande privatisation municipale qu'ait connu le pays.** « Il ne me suffira pas de convaincre le reste de l'équipe municipale ; il y aura des protestations, des personnes dans les rues », a-t-il dit.

Brésil : [Une violente contestation de la privatisation de la compagnie des eaux paralyse Rio de Janeiro.](#) « Les contestataires, qui **rejetent l'éventuelle privatisation de la Regional Water and Sewer Company (CEDAE), ont affronté les forces de l'ordre dans les rues situées à proximité de l'Assemblée législative dans l'état de Rio de Janeiro, où le projet devait être débattu. (...)** Sous la pression des manifestants, les législateurs ont jusqu'ici rejeté un tiers des mesures proposées par le gouverneur de Rio de Janeiro dans le but de réduire les dépenses et de redresser le déficit historique. » L'un des membres de l'ISP, la Federação Nacional dos Urbanitários da CUT (FNU-CUT), est à la tête d'une coalition nationale, la [Frente Nacional pelo Saneamento Ambiental - FNSA](#) (Front national d'assainissement de l'environnement), dont l'objectif est de lutter contre le programme de privatisation de l'eau et de l'assainissement du président Temer.

Canada/États-Unis : Alex Hemingway, **analyste des finances publiques du Centre canadien de politiques alternatives de Colombie britannique,** indique que le premier ministre canadien Justin Trudeau et le président américain Donald Trump [sont engagés dans la même voie de privatisation des infrastructures.](#) « Étonnamment, notre gouvernement fédéral s'inspire du programme de M. Trump et prévoit une privatisation majeure des infrastructures en recourant aux PPP et à la toute nouvelle Banque de l'infrastructure du Canada. **Les plans américain et canadien choisissent d'ignorer un large faisceau de preuves indiquant que les PPP sont moins efficaces que les infrastructures du secteur public traditionnel et coûtent en moyenne bien plus cher.** Les projets reposant sur des financements publics ont un coût de financement bien inférieur, car les gouvernements parviennent à de meilleurs taux d'intérêt que les investisseurs privés, et parce que les projets publics n'ont pas à intégrer le versement de profits aux investisseurs privés. C'est apparu de façon que trop évidente en 2014 quand le Vérificateur général de l'Ontario a rapporté que **la province avait perdu 8 milliards de \$ sur dix ans en montant des projets par PPP plutôt qu'en recourant aux infrastructures publiques traditionnelles.** »

Canada : [La colère monte dans l'opinion publique face au projet qui envisage de donner à Nestlé un accès à prix avantageux au réseau public de distribution de l'eau en Ontario.](#) « **Nestlé et d'autres consommateurs d'eau prennent les contribuables de l'Ontario pour des vaches-à-lait** et ne cessent de se moquer des banques. **Cela s'inscrit rudement**

dans le sillage d'un autre désastre lié à la privatisation d'Ontario Hydro, anéantie par le gouvernement de Mike Harris, qui a tout fait pour qu'elle serve les intérêts du secteur privé, aboutissant à une explosion incontrôlée des prix qui pénalisent actuellement les usagers. **Nos ressources naturelles précieuses ont été bradées et nous sont revendues ensuite avec un profit énorme.** »

Canada : [Neuf établissements de soins pour personnes âgées sur dix ne respectent pas les directives en matière de dotation en personnel en Colombie britannique](#). « Selon Jennifer Whiteside, du syndicat des personnels hospitaliers, qui représente les aides-soignants, nous faisons face à une crise du personnel dans les soins aux personnes âgées, due à un financement insuffisant et une privatisation excessive au cours des dix dernières années. Le syndicat appelle la province à légiférer sur une dotation minimale en personnel et à injecter des fonds pour permettre aux établissements d'atteindre ce minimum. « Il est clair que les recommandations sont inefficaces si 90 pour cent des établissements ne remplissent par le critère minimum » a indiqué Mme Whiteside, ajoutant que les chiffres confirment ce que le syndicat a entendu de ses membres. « Il n'y a pas suffisamment de bras pour garantir aux seniors les soins dont ils ont besoin. **Les personnels sont poussés à bout**, les seniors sont mis en attente et les familles s'inquiètent de savoir si leurs proches reçoivent les soins dont ils ont besoin. »

Canada : Le débat sur la collecte des ordures «[et le fait de savoir si elle peut être effectuée plus efficacement par les personnels communaux ou le secteur privé continue de faire rage](#)», le maire John Tory faisant tout pour privatiser la collecte à Scarborough (banlieue de Toronto). (...) **Certaines estimations prouvent que la privatisation à Scarborough coûterait davantage que le recours aux personnels communaux, vérité dérangeante dans la campagne qui vise à privatiser de plus en plus de services communaux.** »

Canada : [Les concierges, bibliothécaires, techniciens informatiques et personnels administratifs font grève](#) pour protester contre le Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien (CSDCEO) depuis qu'il a refusé de les rencontrer. **Ces personnels, membres de SCFP 4155, affirment que le Conseil a recours à des briseurs de grèves privés.** « Il a employé des remplaçants dès le premier jour de la grève » a indiqué Raymond Giroux, le président de la section locale 4155. « Nous comprenons maintenant pourquoi ils ont refusé de nous rencontrer le lundi, la veille du début de la grève : ils étaient trop occupés à recruter des contractuels pour faire notre travail et à louer un bus pour acheminer leurs managers au-delà du piquet de grève. »

États-Unis : La marche nationale des femmes organisée le 21 janvier [a dénoncé conjointement "la discrimination, la haine, les mesures anti-environnementales et l'irrespect du droit des femmes" sous la nouvelle présidence de Donald Trump, ainsi que les problèmes liés à la privatisation dans les domaines de l'éducation, de la santé et des services publics](#). Dans le Montana, la résidente de Missoula et organisatrice de la 'Women's March on Montana' a déclaré : « de la suprématie des blancs à la destruction des terrains publics, en passant par les dirigeants milliardaires de sociétés pétrolières, la menace que représente la loi sur le registre des Musulmans, la suppression des soins en matière de santé de la reproduction, la privatisation de l'éducation publique, l'utilisation de la torture, et la liste est encore longue...la marche est devenue un grand exutoire pour la colère qui s'accumulait sans s'exprimer. (...) L'élection a laissé place à un tel niveau d'isolement et de désespoir. Je suis thérapeute et j'ai clairement diagnostiqué des troubles anxieux aigus liés aux élections chez mes clients. En réaction, on peut soit rester inerte et paralysé, **soit se mobiliser et lutter.** »

États-Unis : [Donald Trump impose un gel des embauches fédérales, déclenchant l'alerte sur le fait que des postes resteront vacants dans des services publics vitaux](#). « L'action du président Trump met un coup d'arrêt aux programmes et services gouvernementaux qui profitent à tous et fait augmenter le coût pour le contribuable en forçant les agences à recruter des contractuels plus chers pour faire le travail qu'effectuent déjà les fonctionnaires du gouvernement pour beaucoup moins cher » **indique J. David Cox Sr., président national de l'AFGE.** « Nous sommes déçus mais pas surpris par l'attaque du président Trump contre les travailleurs fédéraux » a déclaré le **directeur général du Conseil 26 de l'AFSCME, Carl Goldman.** Selon l'ADSCME, le gel fera perdre de son efficacité aux agences fédérales, portant préjudice aux personnes et aux communautés qui dépendent de services publics efficaces. « Vous ne pouvez pas rendre sa grandeur à l'Amérique en sapant ceux qui ont consacré leur carrière à servir l'Amérique » **a déclaré le président de l'AFSCME, Lee Saunders.**

États-Unis : [Les manifestants bloquent la visite du nouveau Secrétaire à l'éducation pro-privatisation dans une école de Washington DC](#). Betsy DeVos « **est une milliardaire qui a passé trois décennies à faire du lobbying pour les bons d'étude dans des écoles privées, les écoles sous contrat et d'autres alternatives aux écoles publiques traditionnelles**. Elle est l'un des choix les plus controversés dans l'équipe formée par le président Trump et n'a guère remporté d'approbation. Ses supporters disent d'elle qu'il s'agit d'une réformatrice audacieuse tandis que ses opposants redoutent qu'elle cherche à saper les écoles publiques en faisant adopter un financement des écoles privées et religieuses par les contribuables. » Son frère est le controversé [entrepreneur privé militaire Erik Prince](#).

États-Unis : Bien que le président Trump ait annulé la participation américaine au TPP, [Lori Wallach de Public Citizen](#) sent qu'il y a angoisse sous roche. « Si M. Trump a l'intention de remplacer notre politique commerciale inefficace, la première étape doit être de mettre fin aux négociations qui visent actuellement à passer plus d'accords inspirés du modèle néfaste de l'ALENA/TPP. Or on remarque que l'annonce faite aujourd'hui **n'interrompt pas les discussions** destinées à mettre en place le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement, l'Accord sur le Commerce des Services ni le Traité bilatéral d'investissement États-Unis/Chine, alors que tous copient et étendent le modèle du TPP/ALENA auquel Trump déclare vouloir mettre fin. »

États-Unis : M. Trump est désormais en faveur de la privatisation du système de contrôle du trafic aérien mais les [Américains contre la privatisation du trafic aérien](#) affirment que cela déstabiliserait le système et ont lancé une pétition pour la bloquer. « **Julia Alschuler, la porte-parole de l'AAATP a déclaré** : « Le Congrès, dirigé par les Républicains, a rejeté plusieurs fois la privatisation d'ATC pour des motifs de sécurité, de faisabilité et d'intérêt général de la population américaine. **Privatiser le contrôle du trafic aérien est une solution au problème à un moment où nous avons besoin de renforcer les travailleurs de la classe moyenne et les communautés rurales plutôt que de placer les Américains qui travaillent dur dans une position de vulnérabilité face aux intérêts des entreprises**. Nous espérons que le Congrès et la prochaine administration entendront les préoccupations du peuple américain et enterrera cette proposition avortée une fois pour toutes.

États-Unis : L'opinion publique s'inquiète de plus en plus devant la possibilité que le nouveau ministre de l'Intérieur, Ryan Zinke, [mène une croisade pour privatiser une large part du système de gestion des parcs nationaux](#). « **S'ils privatisent les parcs, certains salariés seront réemployés à un salaire minimum, sans plus aucun avantage**. » Mais la résistance s'organise : « **Protect our Public Lands est un organisme qui s'oppose aux efforts législatifs destinés à encourager la privatisation des terrains publics**. Ils cherchent à rallier des citoyens à leur combat par le biais des réseaux sociaux, des informations et par les contacts directs. »

États-Unis/Mexique : **La secrétaire générale du parti mexicain de la révolution démocratique (PRD), Beatriz Mojica Morga, a resserré les liens avec divers courants anti-privatisation** au sein du Parti Démocrate américain afin de « s'opposer à la politique raciste de Donald Trump. » Elle a également rencontré plusieurs dirigeants syndicaux tels que [Larry Cohen du mouvement Our Revolution de Bernie Sanders](#), [Lee Saunders de l'AFSCME](#), Catharine Schutzius et Emma Lozano de Teamsters Local 743 et Elizabeth Gonzalez de Teamsters Local 777 dans l'Illinois.

Jamaïque : Le Premier ministre Andrew Holness a défendu les privatisations lors d'une conférence d'investisseurs, tout en admettant que « il existe aussi des services qui n'enregistrent pas de pertes, tels que la National Water Commission (NWC) ou la Passport, Immigration and Citizenship Agency (PICA), pour lesquels des actionnaires réservent déjà leur place, parce qu'ils dégagent des bénéfices. » Ce qui ne l'empêche pas de continuer à défendre leur privatisation.

Mexique : [Les partis politiques sillonnent la ville de Mexico pour expliquer les principaux principes de la nouvelle constitution pour les citoyens](#) : « **non-privatisation de l'eau, adoption d'espaces publics, principe d'équité électorale, droit de se regrouper, budget de l'éducation en progression et fin du 'cacicazgo' [clientélisme] à la Haute Court de Justice.** »

Mexique : [Les contestataires ont obtenu l'annulation de la privatisation de l'eau et du gaz en Basse-Californie](#). « Pendant ce temps, les contestataires bloquent les services publics dans la capitale de l'état afin de demander le retrait du président local et des députés qui avaient voté pour la loi sur l'eau. Ils demandent aussi à ce que soit supprimée la taxe sur le gaz, que les salaires et bénéfices retirés aux employés de l'état soient immédiatement payés. La loi abrogée « **réglementait aussi**

l'installation d'usines de désalinisation à travers des partenariats public-privé (PPP) afin de trouver une solution aux problèmes de pénurie que connaît la Basse-Californie. » [La Jornada 18 janvier 2017]

Mexique : [Des activistes organisent un boycott sur les achats réalisés auprès de sociétés américaines en passant la frontière en Californie](#) et y associent un mouvement de contestation contre « l'augmentation des prix de l'essence et la **privatisation de l'eau à Tijuana.** » L'EFE rapporte que les relations bilatérales entre le Mexique et les États-Unis connaissent de **fortes tensions en raison du ton agressif adopté par le nouveau président américain Donald Trump,** « qui veut renforcer le contrôle de l'immigration, construire un mur à la frontière financé par les Mexicains et renégocier l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). »

Mexique : Des activistes de **Cuanalá ont bloqué l'autoroute fédérale ralliant Mexico à Puebla pendant neuf heures pour protester contre un projet de privatisation de l'accès à l'eau dans la région.** Ils disent que les autorités de Santa Maria Malacatepec ont donné leur accord à **cette privatisation sans les consulter.** Ils ont demandé à être reçus par les autorités pour qu'ils puissent exposer les raisons qui les poussent à s'y opposer. Si personne ne les reçoit, ils continueront leurs manifestations et les blocages. [Metro Puebla, 9 février 2017]

Europe

[Health Campaigns Together](#), qui comprend des syndicats membres de l'ISP, et le People's Assembly appellent à une grande manifestation le 4 mars dans les rues de Londres pour protester contre [les coupes budgétaires, les fermetures et la privatisation](#) du National Health Service (NHS) britannique. La manifestation revendique un NHS et des services sociaux entièrement financés et publics en réaction à [l'appel à l'austérité de Theresa May pour le NHS, qui présente un risque réel pour la sécurité des patients et du service.](#)

Chypre : Akel, le parti d'opposition parlementaire, [va déposer un projet de loi pour supprimer l'unité de privatisation \(PU\).](#) « **Stefanos Stefanou, le porte-parole d'Akel,** a expliqué les raisons qui les ont poussé à proposer ce projet de loi visant à supprimer la PU : Cette unité n'a plus de raison d'être. Elle coûte cher, son Commissaire est payé 170 000€ par an et elle a réalisé des études qui ont coûté environ 3,5 millions €. Il s'agit pour nous d'un gâchis de l'argent public. **Akel est en contradiction avec le gouvernement sur la question de la PU depuis sa création.** Le parti est opposé au train de privatisations annoncé par le gouvernement après un plan de sauvetage passé en mars 2013 avec des créanciers internationaux qui exige que Chypre dénationalise certains avoirs d'état.

Irlande : [La législation qui protège la distribution d'eau irlandaise contre une privatisation pourrait être modifiée par la majorité à l'Assemblée \(Dáil\) et le référendum sur la propriété publique de l'eau pourrait bien être bouleversé,](#) a indiqué un officiel du Ministère de l'environnement. « Les députés et sénateurs ont débattu pour savoir s'il est nécessaire de modifier la constitution afin d'empêcher la privatisation de l'eau, idée à laquelle le gouvernement s'est déclaré ouvert. » Mais Séamas Ó Tuathail, **qui conseille les militants anti-taxation de l'eau en sa qualité d'avocat, n'est pas d'accord.** Il indique que la privatisation génère des inquiétudes chez beaucoup de gens. Mais les règles statutaires pourraient être modifiées pour que le public ait le droit de prendre la décision.

Royaume-Uni : Le Premier ministre britannique Teresa May subit des **pressions pour ne pas ouvrir la voie à la privatisation du National Health Service ni d'autres services publics dans le but de s'attirer les faveurs de Donald Trump.** Le leader du SNP au Parlement de Westminster, Angus Robertson demande à Mme May : « allez-vous dire à M. Trump que vous n'êtes pas prête à abaisser nos normes de sécurité, ni nos normes alimentaires, [ni à permettre la privatisation de nos systèmes de santé?](#) Ou pensez-vous que c'est le prix à payer pour un traité commercial Royaume-Uni/États-Unis ? » Robertson a ajouté que "l'Union Européenne, dont nous faisons encore partie, dispose de normes de

sécurité alimentaire parmi les plus exigeantes au monde et que [nous sommes fiers, sur notre continent, de disposer de systèmes de santé publics nationaux.](#)”

Royaume-Uni : La tendance qui consiste à augmenter les fonds alloués à la Commonwealth Development Corporation **soulève des inquiétudes quant à son éventuelle privatisation** depuis que la baronne Northover, démocrate libérale et ancienne ministre du développement internationale, a déclaré que l'argent « **la rendait certainement plus vendable.** » L'ancien ministre travailliste Lord Boateng, « qui est président du Forum africain du commerce extérieur, **a reconnu qu'à un moment, sous l'égide du gouvernement travailliste, la CDC avait été « engraisée » à des fins de privatisation** et qu'il fallait apprendre les leçons du passé. » [Press Association National Newswire (UK), 9 février 2017]

Royaume-Uni : Les [plans controversés de privatisation de tous les services communaux de sports et de loisirs](#) dans la ville écossaise de Stirling [ont été abandonnés suite à de vives protestations](#). « Stirling avait envisagé de passer un accord de 25 millions de £ avec une société privée, Sports and Leisure Management (SLM), qui aurait repris la gestion de toutes les piscines, salles de gym, clubs de sport et cours de fitness jusqu'en 2042. Mais lors d'une réunion plénière du Conseil municipal hier soir, l'équipe dirigée par des conservateurs et des travaillistes a adopté un amendement entérinant l'annulation de cet accord. Stirling envisage désormais de créer une institution caritative semblable à celles qui existent déjà à Glasgow, Édimbourg et d'autres municipalités écossaises et qui gèrent les installations de sport et de loisirs. »

[L'Internationale des Services Publics](#) est une fédération syndicale internationale qui rassemble plus de 20 millions de travailleuses et travailleurs, qui fournissent des services publics essentiels dans 150 pays. L'ISP défend les droits humains, s'engage pour la justice sociale et l'accès universel à des services publics de qualité. L'ISP collabore avec les Nations Unies et tisse des partenariats avec les organisations de travailleurs, la société civile et d'autres organismes.